

## Présidentielle 2022 : salaire, numérique, compétitivité... l'institut Montaigne et le METI délivrent leurs conseils

Compétitivité, foncier, territoires, transitions écologique et numérique...l'institut Montaigne et le Meti (mouvement des entreprises de taille intermédiaire) veulent mettre l'accent sur les ETI pour favoriser la réindustrialisation de l'économie française. A quelques mois de l'élection présidentielle, les deux organisations veulent soumettre dans une note aux candidats 13 thèmes structurants sur ces entreprises longtemps ignorées des débats.



(Crédits : Reuters)

A moins de trois mois du scrutin présidentiel, la réindustrialisation est sur les lèvres de la plupart des candidats. De Jean-Luc Mélenchon à Yannick Jadot en passant par Valérie Pécresse ou Marine Le Pen, les prétendants à l'Elysée multiplient les propositions à tout va sur le "produire en France". De son côté, Emmanuel Macron a récemment annoncé une salve d'investissements dans l'industrie d'environ 4 milliards d'euros lors d'un déplacement dans le Grand Est. Contrairement aux premières années du quinquennat, le chef de l'Etat n'a pas pu dérouler le tapis rouge aux grands patrons du monde entier dans la prestigieuse galerie des glaces du château de Versailles, Covid oblige. Le thème de la réindustrialisation est revenue à la faveur de la crise sanitaire planétaire. Il faut dire que la pandémie a jeté une lumière crue sur l'extrême dépendance de la France à l'égard des pays étrangers en matière de masques, de médicaments de base, de tests ou de blouses pour le personnel soignant. Le prolongement de cette maladie infectieuse a également plongé dans le chaos l'industrie automobile. Les pénuries de semi-conducteurs en Europe ont semé le trouble sur un grand nombre de sites de production. Dans ce contexte dégradé, l'institut Montaigne et le Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti) ont dévoilé ce vendredi 21 janvier une note intitulée "Cinq ans pour faire progresser la France des ETI". " Les débats ont été dominés par la sécurité et les enjeux d'identité à l'automne. On espère que le sujet économique va rebondir en janvier. Il y a la volonté de créer des débats sur les entreprises de taille intermédiaire" a expliqué à La Tribune, Olivier Lluansi, associé chez PwC et co-auteur de l'ouvrage "Vers la renaissance industrielle" (Editions Marie.B).

Améliorer la compétitivité





Parmi les 13 principaux enjeux évoqués dans la note, figure l'amélioration de la compétitivité de l'économie française. Les deux organismes suggèrent par exemple d'améliorer la compétitivité-coût des entreprises. " Les annonces des différents candidats à la présidentielle sont encore timorées sur la fiscalité de production et la transmission des entreprises" affirme Olivier Lluansi, ancien conseiller industrie de François Hollande. Sans formuler de pistes précises, la note propose aux différents candidats de se positionner sur plusieurs sujets :

"Le rythme et la cadence de la baisse des prélèvements obligatoires sur la durée du mandat ;

l'alignement de la fiscalité sur l'outil productif sur les autres secteurs économiques ;

les évolutions des charges notamment pour les salaires entre 1,6 SMIC et 3,5 SMIC."

Sur le dernier point, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire s'est montré favorable à une baisse des cotisations sociales pour les salaires au-dessus de 2,5 SMIC lors de ses vœux à la presse il a quelques jours. L'autre sujet prioritaire pour l'institut Montaigne et le METI est de favoriser la transmission des entreprises de taille intermédiaire. "En 2019, le pourcentage de transmissions patrimoniales d'entreprise réalisées en France est de 14% contre plus de 50% en Allemagne et en Italie", indique le document. La réindustrialisation doit passer par les territoires L'enjeu des territoires est aussi abordé. La réindustrialisation doit notamment passer par le renforcement des écosystèmes locaux associant "Etat, collectivités et entreprises" . " Les ETI sont les chefs de file des écosystèmes territoriaux" rappelle Olivier Lluansi. Il cite notamment les territoires d'industrie mis en oeuvre en novembre 2018 sous la coupole du Grand palais à Paris par l'ancien Premier ministre Edouard Philippe. A cela s'ajoutent les enjeux de compétences dans ces territoires revenus au centre des débats depuis la crise soudaine des "gilets jaunes". "Les ETI sont ancrées dans les territoires. Les Français sont très peu mobiles. Il faut favoriser les compétences et la formation sur les territoires" ajoute-t-il. Face aux pénuries persistantes de personnel dans certaines usines, l'institut Montaigne pose la question du pilotage de l'enseignement professionnel à l'échelle locale constatant que " les liens entre les entreprises et le système éducatif, entre les acteurs de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur, sont toujours très insuffisants et doivent être renforcés". Les chantiers immenses des transitions écologique et numérique Enfin, le dernier point sur lequel l'institut Montaigne et le METI veulent insister est la transition écologique et numérique. Sur la transition numérique, la France et les PME ont pendant longtemps accusé un retard. "La situation a depuis (2018) singulièrement évolué. La crise de la Covid-19 a encore accéléré cette dynamique dans l'ensemble des secteurs économiques. Tout l'enjeu est à présent de poursuivre le soutien à la transformation digitale de l'économie française dans la durée", soulignent les auteurs de la note d'une vingtaine de pages. En revanche, la situation est plus contrastée en matière de transition énergétique. "Dans l'industrie, le processus de numérisation est vraiment en route. La digitalisation d'une ligne de production permet des gains de productivité d'environ 20%. La création de valeur permet un partage de la richesse relativement équilibré entre les acteurs. En revanche, la décarbonation est un coût pour certains acteurs et pour d'autres, c'est une aubaine", conclut Olivier Lluansi. Alors que les épisodes météorologiques extrêmes se multiplient partout sur la planète, l'industrie souvent pointée du doigt pour sa responsabilité dans les émissions de dioxyde de carbone doit effectivement faire face à des objectifs de transition majeurs. Le paquet climat de la Commission européenne 'Fit for 55" qui vise à réduire de 55% les émissions de Co2 entre 1990 et 2030 devrait mettre la pression sur l'Etat et les entreprises en matière de transition énergétique. ----- Les ETI en France en quelques chiffres Les ETI regroupent les entreprises ayant entre 250 et 5.000 salariés et un chiffre d'affaires compris entre 60 millions d'euros et 1,5 milliard d'euros. Le dernier panorama de l'Insee sur les entreprises en France ( édition 2021 ) recense 5.500 entreprises de taille intermédiaire sur l'ensemble du territoire, dont 1.738 ETI industrielles. Elles font travailler 3 millions de salariés, réalisent 30% du chiffre d'affaires, 27% des investissements et 26% de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises. Une grande part des ETI en France est implantée dans l'industrie. Elles jouent un rôle important dans le commerce extérieur français.

